



POURQUOI JAVIER MILEI GAGNE EN ARGENTINE ?

Par Pierre Clairé, Directeur adjoint des Etudes du Millénaire,
spécialiste des questions internationales et européennes



AVANT-PROPOS

Au commencement, il y a une promesse : **sortir de la décadence, en en finissant avec les pratiques du passé**. L'Argentine a cru qu'un outsider pouvait tordre la trajectoire d'un pays habitué aux crises récurrentes et à l'inflation comme culture. Le choc a eu lieu, mais il n'a pas été celui qu'on imagina. À la place d'un big bang fondateur, le pays a découvert une stabilisation sous surveillance, une orthodoxie budgétaire sans majorité, et une révolution par décrets aussitôt rattrapée par la logique institutionnelle : congrès fragmenté, corporatismes ancrés, gouverneurs faiseurs de rois.

Ce rapport part de cette évidence : **alors que les promesses étaient grandes, et que Milei semblait parvenir à ses fins au début de son mandat, il fut rattrapé par la dure réalité argentine**. Milei est entré au pouvoir sans appareil et sans coalition ; il a rencontré la friction des réalités et a pu voir que tout n'était pas aussi simple que prévu tant sur le front macroéconomique malgré une embellie au début de son mandat que sur le front social eu égard aux conséquences de sa politique libérale.

Si Javier Milei est en difficulté dans les sondages avant le scrutin, il reste en dynamique, notamment car il part de loin. **La promesse de rupture a ouvert une brèche, mais faute d'assise parlementaire, avec des coalitions et un plan définit, elle aura été une étincelle** et surtout elle a contribué à canaliser l'énergie d'un président argentin jugé « brutal ».

Si Javier Milei ne partait pas favori dans les sondages, notamment en raison d'une défaite lors d'une dernière élection locale, il s'avère que le président argentin dispose de 4 atouts avant le scrutin : **un bilan macro-économique qui n'est pas mauvais (1) ; un respect des promesses données en 2023 dans un pays où la parole publique compte (2) ; une absence de majorité absolue qui contraint et rend « acceptable » sa révolution afueriste (3) ; et une cote d'opinion « très défavorable » relativement faible pouvant engendrer une sous-mobilisation des électeurs de gauche alors que le FP a fait campagne contre la personne du Président (4).**

AVANT-PROPOS	2
<i>Des réformes malgré aucune majorité</i>	4
Retour en arrière	4
Avant Milei : 20 ans d'errance et échec du kirchnérisme/péronisme	4
L'élection et le mandat : un outsider qui canalise le rejet du statu quo	5
Gouverner sans majorité	7
Un bilan économique en demi-teinte, mais prometteur.....	9
Budgétaire : la « règle zéro déficit » comme ancre politique.	9
Inflation : d'un effondrement à une augmentation récente	9
Monétaire et change : sortie du « taux de change adapté petit à petit »	10
Activité : rebond statistique, essoufflement cyclique.	11
FMI : du « staff-level » au décaissement, avec conditionnalité renforcée.	12
Fragilités	13
<i>Deux ans après : Un président moins populaire</i>	15
Baisse dans l'opinion et scandales divers : La Fin du Mythe Afueriste ?	15
Un outsider longtemps "au-dessus" qui décroche.	15
La promesse "anti-caste" mise à l'épreuve par les scandales.	15
Effets sur l'opinion : de l'affaire aux sondages.	18
Retour en force de l'opposition Péroniste via le Kirchnérisme, malgré le passif	19
De "mort politique" (2023) à la refondation organisationnelle (2025).	19
Le vote-test de Buenos Aires : preuve de vie (politique) et d'efficacité (organisationnelle). ...	20
CFK : l'ombre portée d'une cheffe affaiblie juridiquement mais centrale politiquement.	20
"Les hommes d'antan" et "les vieilles recettes" : contrainte ou choix ?	21
<i>Des midterms importants</i>	25
Rappel historique, et pourquoi c'est important en Argentine.....	25
Leçons historiques (1983-2019) : quand la majorité se perd	26
Les sondages indiquent que Milei est en retard	28
Les forces en présence	28
Sondages, tendances et modes d'interprétation.....	29
Mais le scénario sera le suivant : LLA « flambe » et obtient une majorité exploitable. 34	
CONCLUSION.....	36

DES REFORMES MALGRE AUCUNE MAJORITE

RETOUR EN ARRIERE

Avant Milei : 20 ans d'errance et échec du kirchnérisme/péronisme

Du début des années 2000 jusqu'à 2023, la boîte à outils des gouvernements argentins a reposé sur **un État fiscal expansif, des contrôles de marché tentaculaires et un financement monétaire qui a sapé la crédibilité**. Contrôles des capitaux et des changes (contrôle de change, restriction sur l'achat de dollar), multiplicité de taux de change, encadrements des prix et des importations, dispositifs fiscaux ad hoc : ces instruments voulaient protéger le pouvoir d'achat et des réserves rares, mais ils ont au contraire installé des distorsions chroniques, laminé l'investissement et nourri un biais inflationniste persistant.¹

En 2022-2023, les réserves nettes étaient au plancher ; ménages et entreprises naviguaient à vue et l'instabilité économique dominait. La surveillance du FMI en 2024 a explicitement fait de l'abandon progressif des pratiques de change multiples les plus distorsives une priorité, signe de leur enracinement profond dans l'architecture macroéconomique. Les diagnostics indépendants convergeaient : **inflation élevée, risque de récession et contrôles de capitaux « temporaires » figuraient parmi les principaux obstacles au rétablissement de la prévisibilité pour les investisseurs**.

Le décor social était tout aussi sombre. **Les analyses de la Banque mondiale montrent une pauvreté en hausse entre 2016 et 2023 sur fond d'érosion du revenu du travail** ; les transferts l'ont partiellement amortie sans l'inverser. À l'orée de la campagne 2023, les sources multilatérales et la

¹ <https://www.elibrary.imf.org/view/journals/002/2024/167/article-A000-en.xml>

presse de référence concordaient : la pauvreté dépassait 40 % et l'inflation s'emballait. En janvier 2024, on enregistrait 211 % d'inflation annuelle², un record régional, au plus haut depuis le début des années 1990, cristallisant la crise du régime de politique économique. Le régime de politique publique subissait ainsi une double crise de légitimité : il ne stabilisait ni les prix ni la croissance, et il ne protégeait plus le pouvoir d'achat. Cet épuisement du modèle péroniste/kirchnériste, politiquement puissant mais économiquement fragile, préparait l'ascension d'un outsider promettant une stabilisation « par la liberté » et une rupture avec « la caste ».

Sous l'angle de l'économie politique, l'Argentine de fin 2023 ressemblait à un cas d'école de piège de crédibilité. Les anticipations étaient désancrées, les institutions budgétaires poreuses, et le régime de change était toxique. De longue date, la littérature académique et les rapports de politique publique avertissaient : une stabilisation durable exigerait le démantèlement du contrôle de change (restriction sur l'achat de dollar), la reconstitution des réserves et le retour à une ancre de règles. Autrement dit, la demande de « changement » qui allait porter Milei était moins idéologique qu'institutionnelle : les électeurs voulaient des prix stables, un accès aux devises et aux biens, et un État capable d'équilibrer ses comptes sans pulvériser les salaires réels.

L'élection et le mandat : un outsider qui canalise le rejet du statu quo

La victoire de Javier Milei au second tour, le 19 novembre 2023, près de 56 % face au ministre péroniste de l'Économie Sergio Massa, fut un raz-de-marée en marge, sinon en réalignement partisan. Comme l'a noté la presse internationale, les électeurs ont sanctionné une inflation « en route vers 150 % » et une pauvreté mordante, propulsant un économiste libertarien qui promettait de « faire sauter » le statu quo³. La coalition pro-Milei était hétérogène (libertariens, conservateurs anti-kirchnéristes, indépendants

² <https://www.reuters.com/markets/argentina-annual-inflation-tops-211-highest-since-early-90s-2024-01-11/>

³ <https://www.reuters.com/world/americas/argentina-presidential-election-key-takeaways-mileis-win-2023-11-20/>

décus des deux grandes coalitions) et mue davantage par la volonté de rupture que par l'adhésion à un programme détaillé. Le mandat était donc à la fois fort et étroit : fort contre le modèle sortant, étroit quant aux instruments précis et au délai attendu pour améliorer le niveau de vie. Ce manque de cohérence et d'un parti structuré a fait défaut à Milei, qui n'a pas réussi à être à l'origine d'une marée violette (couleur de son parti La Libertad Avanza) lors des élections législatives qui se sont tenues le même jour.

Les premiers signaux gouvernementaux ont renforcé la lecture « thérapie de choc ». Dans les jours qui ont suivi son investiture, Milei a opéré une forte dévaluation du peso et publié le DNU 70/2023, un décret tentaculaire de déréglementation visant à desserrer les limites à l'exportation, à simplifier l'administration, à libéraliser des secteurs et à esquisser des changements au marché du travail. La stratégie par décret cherchait à inverser le défaut de législation : forcer le Congrès à abroger, plutôt qu'à adopter, des contrôles, et repositionner les anticipations avant que la négociation parlementaire ne dilue le programme. La contre-réaction juridique et politique a toutefois été rapide : début janvier 2024, une juridiction du travail a suspendu le chapitre social du décret⁴ ; le 14 mars, le Sénat a voté sa réprobation (42-25), rappelant les limites de l'unilatéralisme⁵.

Surtout, le récit macroéconomique de Milei reliait la stabilisation à une nouvelle ancre externe. En 2024-2025, l'exécutif a renégocié un accord élargi avec le FMI et l'a utilisé pour séquencer une transition vers un régime de change plus flexible, parallèlement au démantèlement progressif du contrôle de change (restriction sur l'achat de dollar). En avril 2025, les autorités ont annoncé une fourchette de variation du taux de change et un allègement majeur des contrôles ; la première revue du FMI (juillet-août 2025) a salué une « mise en œuvre vigoureuse » et le rétablissement d'une cap budgétaire (plafond de dépenses). Le débat persiste sur le timing et les

⁴ <https://www.reuters.com/world/americas/argentina-court-suspends-mileis-mega-decree-labor-reforms-2024-01-03/>

⁵ <https://www.reuters.com/world/americas/argentina-economic-mega-decree-faces-senate-debate-test-milei-2024-03-14/>

effets sur la croissance, mais l'intention de politique, remplacer les contrôles administratifs par des règles et des marchés, est restée nette et fidèle au cadrage de campagne.

Gouverner sans majorité

Tout cela s'est déroulé avec La Libertad Avanza (LLA) en stricte minorité dans les deux chambres, un fait institutionnel qui a forcé à des alliances et des concessions et qui donne une importance particulière à ces élections de mi-mandat. À la Chambre des députés, LLA a dû s'appuyer sur (i) la capacité d'agenda de l'exécutif pour déplacer la « fenêtre d'Overton », (ii) la construction d'alliances avec des blocs du PRO, de l'UCR et des partis provinciaux, et (iii) la modularité législative, découper l'« omnibus » initial en tranches votables. Après l'échec d'un premier paquet plus large (le super-décret), le gouvernement a pivoté : négociations, amendements, et assemblage patient de voix pour une *Ley Bases* plus étroite, finalement adoptée fin juin 2024⁶. La méthode est incrémentale mais tangible : là où le DNU dessinait l'état final souhaité, la Bases a sanctuarisé des pans capables de franchir le double filtre du juge et de la coalition en Chambre. Mais cette stratégie a été rendue possible **par la popularité de Milei, qui était un des leaders mondiaux les plus appréciés jusqu'au début de 2025**. Les autres partis se sentaient obligés de faire des concessions pour ne pas froisser leurs électeurs, qui n'auraient pas voté pour eux en cas de blocages trop fort.

Le présidentialisme minoritaire implique aussi des contre-mouvements institutionnels. En octobre 2025, la Chambre basse a approuvé un texte restreignant les décrets d'urgence présidentiels, qui, s'il est pleinement entériné, renchéra politiquement le recours aux DNU (décrets)⁷. Ce n'est pas un détail : cela dit combien la Chambre des députés conditionne le front de réforme de Milei. L'exécutif peut cadrer et provoquer ; mais en Argentine, le changement durable requiert une base statutaire à la Chambre d'abord,

⁶ <https://www.reuters.com/world/americas/argentina-poised-pass-economic-reform-bill-mileis-first-big-legislative-win-2024-06-27/>

⁷ <https://www.reuters.com/world/americas/argentina-lower-house-approves-law-curbing-presidential-decrees-2025-10-08/>

puis au Sénat, et la robustesse des réformes est fortement corrélée à l'ampleur de la coalition qui les vote. D'où l'enjeu central des mi-mandat : non pas « gagner ou perdre des sièges » de façon abstraite, mais convertir une majorité narrative dans le pays en majorité opérationnelle à la Chambre. Faute de quoi, les réformes n'avancent qu'à la vitesse des trocs transpartisans ; avec elle, l'exécutif peut revisiter des volets élagués en 2024 et protéger les changements déjà acquis des « coups de rabot » en commission.

Dit autrement, le bilan législatif de Milei tient à trois engrenages qui tournent ensemble : les décrets pour fixer le cap, les Chambres pour faire la loi, et les tribunaux pour tracer les bornes. La Bases de juin 2024 montre qu'un exécutif faible peut légiférer en réduisant l'ambition et en séquençant ; le vote de réprobation du Sénat en mars 2024 et la poussée d'octobre 2025 contre les DNU signalent le prix de l'unilatéralisme quand on ne détient pas 50 % + 1. Pour qui n'est pas familier de la dynamique argentine des mi-mandat, cela éclaire le « paradoxe » d'un dirigeant élu sur la rupture mais qui avance par paliers : l'arithmétique de la Chambre basse impose la coalition comme prix d'entrée de la réforme.

Un bilan économique en demi-teinte, mais prometteur

Budgétaire : la « règle zéro déficit » comme ancre politique.

La rupture la plus visible du premier cycle Milei est fiscale. Dès le premier semestre 2024, Buenos Aires enchaîne les excédents primaires mensuels, fait inédit depuis la crise financière globale, grâce à un coup de frein sur les dépenses, à la compression des subventions et à une révision des transferts (État central, entreprises publiques) ; en juin 2024, l'Argentine affiche six mois consécutifs d'excédents primaire et « financier » (intérêts inclus) — une première depuis 2008.⁸ **Sur l'année 2024, le ministère de l'Économie revendique un surplus financier de 0,3 % du PIB et un excédent primaire de 1,8 %, signal fort envoyé aux marchés comme au FMI.**⁹

Politiquement, le ré-ancrage par la contrainte budgétaire sert deux objectifs : (i) retirer la planche à billets de l'équation anti-inflation, (ii) crédibiliser la séquence suivante (change, capitaux). Le revers de la médaille est connu : austérité rapide, entamée par la baisse des salaires réels publics et la coupe des dépenses d'investissement, avec des effets multiplicateurs négatifs sur la demande interne, en particulier quand les taux réels restent élevés.

Inflation : d'un effondrement à une augmentation récente

Le taux mensuel tombe à 1,5 % en mai 2025, plus bas en plus de cinq ans (INDEC), matérialisant le passage d'une inflation inertielle à une dynamique compatible avec une cible à moyen terme.¹⁰

Le ralentissement est net mais pas linéaire : **en juin, les anticipations d'analystes tablent sur une remontée vers ~1,9 %, portée par l'ajustement**

⁸ <https://www.reuters.com/world/americas/argentina-posts-six-months-fiscal-financial-surpluses-2024-07-16/>

⁹ <https://www.reuters.com/world/americas/argentina-logs-first-financial-surplus-14-years-2024-2025-01-17/>

¹⁰ <https://www.reuters.com/world/americas/argentina-inflation-cools-may-lowest-over-five-years-2025-06-12/>

tarifaire et des effets de second tour encore présents ; tendance confirmée par les consensus de juillet.¹¹

Ici, la leçon d'économie politique est double : (i) la désinflation « par les prix relatifs » (dévaluation initiale, libéralisation tarifaire) transfère la douleur sur les ménages avant que la stabilité des prix ne se traduise en pouvoir d'achat ; (ii) l'ancrage exige un cadre monétaire crédible, ce que Milei tente via la réforme du régime de change.

Monétaire et change : sortie du « taux de change adapté petit à petit »

En avril 2025, l'exécutif rompt avec le « crawling-peg » ultra-administré et introduit une fourchette de variation du taux de change initiale 1 000–1 400 ARS/USD, destinée à ouvrir la voie à plus de flexibilité tout en évitant un flottement « pur et dur » sans réserve.¹²

La conséquence immédiate est mécanique : **glissement du peso vers la borne supérieure, puis aller-retour au gré des annonces, des achats/ventes de devises de la BCRA et du flux d'informations sur le FMI** ; l'ajustement des contrôles de capitaux (allègement d'une partie du contrôle de change (restriction sur l'achat de dollar)) améliore la micro-allocation mais augmente la sensibilité au risque politique de court terme.¹³

Le pari, validé par le Fonds Monétaire International, est clair : remplacer les contrôles administratifs par des règles et un taux plus informatif, quitte à tolérer plus de volatilité tant que l'cap budgétaire (plafond de dépenses) tient.¹⁴

¹¹ <https://www.reuters.com/world/americas/argentina-inflation-seen-accelerating-june-after-may-slowdown-2025-07-11/>

¹² <https://www.reuters.com/markets/currencies/argentinas-peso-where-currency-headed-after-fx-regime-overhaul-2025-04-14/>

¹³ <https://www.reuters.com/markets/currencies/wall-st-expects-argentina-market-boost-imf-deal-big-shift-fx-controls-2025-04-14/>

¹⁴ <https://www.imf.org/en/News/Articles/2025/07/31/pr25272-argentina-imf-completes-first-review-of-the-extended-arrangement-under-the-eff>

Mais sur le long terme, cette stratégie n'a pas fonctionné. L'Argentine a toujours eu 2 taux de change (un officiel, fixé par le gouvernement et surévalué ; un taux de marché, avec une évaluation bien plus basse). Milei n'a jamais voulu dévaluer pour que les deux taux se rejoignent, par peur de connaître une forte inflation. Ainsi il a dû se résoudre à dévaluer peu pour ne pas voir l'inflation s'emballer, mais cette stratégie n'a jamais permis aux 2 taux de se rejoindre, malgré ses espoirs. Ainsi il dû se résoudre à acheter massivement des Pesos, en utilisant l'argent du FMI et de Trump, pour dévaluer et ainsi en finir avec les deux taux. Ce choix fait repartir l'inflation.

Activité : rebond statistique, essoufflement cyclique.

Après l'atterrissage brutal de fin 2023, l'économie enregistre trois trimestres consécutifs de croissance en glissement annuel: **+5,8 % au T1 2025** (plus haut depuis 2022) puis **+6,3 % au T2 2025** (INDEC) — avec un moteur investissement (+32 % a/a de la FBCF au T2) et des secteurs tirés par construction, finance, tourisme.¹⁵

Mais sous la surface, le profil s'essouffle : en données corrigées des variations saisonnières, **le T2 recule de 0,1 % trimestre/trimestre**, signe que la demande privée piétine alors que les dépenses publiques restent comprimées et que le crédit demeure cher en termes réels.¹⁶ **Sur le marché du travail, le chômage remonte à 7,9 % au T1 2025 (INDEC), puis reflux à 7,6 % au T2**, une amélioration qui masque une sous-utilisation de l'emploi et une poussée de l'informalité.¹⁷

Côté social, la pauvreté recule statistiquement (INDEC : 31,6 % au S1 2025, plus bas depuis 2018), mais le vécu reste tendu : les prix des services régulés,

¹⁵ <https://www.reuters.com/world/americas/argentinas-economy-expands-58-q1-year-on-year-2025-06-23/>

¹⁶ <https://buenosairesherald.com/economics/unemployment-in-argentina-rises-to-7-9-the-highest-in-four-years>

¹⁷ <https://www.focus-economics.com/countries/argentina/news/gdp/argentina-national-accounts-24-09-2025-economy-slips-into-contraction-in-the-second-quarter-of-2025/>

les loyers et la contraction des programmes sociaux alimentent une perception de « reprise sans filet ».¹⁸

FMI : du « staff-level » au décaissement, avec conditionnalité renforcée.

La stratégie de Milei est adossée à un EFF (Extended Fund Facility prêt du FMI) sur 48 mois. Le 24 juillet 2025, le FMI annonce un accord au niveau des services (SLA) sur la première revue, prélude à l'approbation du Conseil d'administration ; le 31 juillet, le Conseil valide la revue et débloque ~2 Mds \$, saluant une « mise en œuvre vigoureuse », la transition vers un régime de change plus flexible, l'arrêt du financement monétaire du Trésor et le respect des cibles fiscales intermédiaires.¹⁹

Le Fonds tempère toutefois : reconstitution des réserves incomplète, vulnérabilité aux chocs externes et risques politiques à l'approche des mi-mandat.²⁰ Ce prêt va servir à Milei pour acheter du Pesos, dans le but de dévaluer la monnaie et ainsi en finir avec les deux taux. Mais cela va dans le sens de plus d'inflation...

En septembre 2025, le Trésor américain franchit un seuil symbolique en intervenant directement sur le marché du peso et en finalisant un échange financier (contrat d'échange) de devises d'environ 20 Mds \$ avec la BCRA, première opération de ce type depuis des années, pour soulager la pression sur la bande de change et stabiliser l'environnement à l'approche du scrutin du 26 octobre.²¹

Officiellement, Washington présente l'outil comme un filet de liquidité (ligne d'échange financier (contrat d'échange) / usage de l'ESF), distinct d'un financement budgétaire direct ; côté multilatéral, la directrice générale du

¹⁸ <https://www.batimes.com.ar/news/argentina/poverty-in-argentina-fell-to-316-in-the-first-half-of-2025-reports-indec.phtml>

¹⁹ <https://www.imf.org/en/News/Articles/2025/07/24/pr25266-argentina-imf-reaches-sla-on-the-1st-review-under-argentinas-eff-arrangement>

²⁰ <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2025/08/01/Argentina-First-Review-Under-the-Extended-Arrangement-Under-the-Extended-Fund-Facility-569162>

²¹ <https://www.ft.com/content/778e4609-772b-4edd-83d2-d8915f1c4628>

FMI évoque des décisions « prochaines » sur un paquet d'aide où États-Unis, Banque mondiale et BID coordonneraient leurs instruments, tout en précisant que la Maison-Blanche ne « finance pas » l'Argentine mais appuie sa stabilisation.²²

Effet de court terme : rebond du peso et baisse des rendements obligataires argentins ; effet politique : controverse à Washington (risque pour le contribuable, débat sur l'alignement géopolitique de Buenos Aires) et pari que ce coussin « gagne du temps » jusqu'aux mi-mandat.²³

Ce sauvetage de Milei par Trump (par le biais de Bessent et du Trésor) ressemble à un cadeau accordé à Milei. Pour autant, devant la situation préoccupante de l'Argentine (la balance des exportations est toujours excédentaire, mais les importations continuent à augmenter alors que les exportations baissent).

Devant le manque de résultats probants, **Trump a déclaré que si Milei venait à perdre il se retirerait.** De plus, si Trump a aidé Milei avant les élections, c'était pour faciliter la réélection de son allié dans la zone, sachant qu'il n'aura jamais d'aussi bonnes relations avec les péronistes (alors qu'il cherche à peser dans le sous-continent, comme le montrent ses actions contre Maduro...).

Fragilités

Macro-sociale : la demande interne reste contrainte (taux réels élevés, salaires réels encore dégradés), le marché du travail s'ajuste par l'informalité, la pauvreté recule statistiquement mais l'insécurité économique demeure élevée, d'où une rémunération politique faible malgré les « gains » macro.²⁴

²² <https://www.reuters.com/world/americas/imf-chief-says-she-expects-decisions-soon-argentina-aid-package-2025-10-08/>

²³ <https://www.ft.com/content/778e4609-772b-4edd-83d2-d8915f1c4628>

²⁴ <https://buenosairesherald.com/economics/unemployment-in-argentina-rises-to-7-9-the-highest-in-four-years>

Macro-externe : la bande de change est défendable tant que l'cap budgétaire (plafond de dépenses) tient et que FMI/US fournissent des filets, mais la reconstitution des réserves reste le talon d'Achille ; la moindre incertitude (politique, judiciaire, législative) se répercute sur le peso et le coût du capital.²⁵

En somme, Milei a tenté beaucoup, vite et fort. Il a gagné du temps macro (budget, inflation, change) mais la croissance hésite, et l'Argentine demeure dépendante de filets externes (FMI, Trésor US) alors même que l'équilibre social reste précaire. Les réserves de change sont épuisées par Milei qui utilise les dollars accordés pour acheter des Pesos, mais face à cela Milei n'arrive pas à attirer des devises (alors qu'il essaye en abaissant les taxes²⁶, sans succès pour le moment car les investissements en Argentine ne décollent pas). La question de 2025 n'est plus de savoir s'il y a eu un changement de régime (Péronisme vers Libéralisme), mais s'il peut être internalisé par l'économie réelle sans appuis extraordinaires et avec une majorité parlementaire durable.

²⁵ <https://www.reuters.com/world/americas/imf-chief-says-she-expects-decisions-soon-argentina-aid-package-2025-10-08/>

²⁶ <https://ch.zonebourse.com/actualite-bourse/l-argentine-supprime-temporairement-les-taxes-sur-les-exportations-de-cereales-ce7d58dfde81f32d>

DEUX ANS APRES : UN PRESIDENT MOINS POPULAIRE

BAISSE DANS L'OPINION ET SCANDALES DIVERS : LA FIN DU MYTHE AFUERISTE ?

Un outsider longtemps “au-dessus” qui décroche.

Porté en 2024 par le récit de la rupture anti-caste, Milei a durablement dominé l'actualité, au niveau national mais aussi international (invité du CPAC avec Musk, icône des droites en Europe...). Mais l'année 2025 installe un tournant : les sondages d'opinion relèvent, début octobre, un plus bas de son approbation à la veille des législatives, avec une érosion régulière depuis la fin de l'été. Il aborde les élections de mi-mandat « au point le plus faible » de sa courbe, loin des sommets de 2024.²⁷

Ce recul n'est pas abstrait : il s'accompagne de revers électoraux locaux (notamment en province de Buenos Aires) et d'un durcissement institutionnel, la Chambre des députés vient d'adopter, le 8 octobre, un texte restreignant les décrets d'urgence présidentiels (DNU) (140 pour, 80 contre, 17 abstentions), ce qui signale à l'opinion un exécutif moins en position de force.²⁸

La promesse “anti-caste” mise à l'épreuve par les scandales.

Le capital symbolique de Milei reposait sur l'image de l'homme politique afuera, accompagné de sa célèbre tronçonneuse. Or, à partir d'août 2025, une série de fuites audio et de procédures médiatico-judiciaires exposent son premier cercle et sa personne.

²⁷ <https://directoriolegislativo.org/en/milei-faces-midterm-elections-at-the-lowest-point-of-his-approval/>

²⁸ <https://www.reuters.com/world/americas/argentina-lower-house-approves-law-curbing-presidential-decrees-2025-10-08/>

Karina Milei, sa sœur et puissante secrétaire générale de la présidence, est citée dans des enregistrements relayés par la presse ; un juge fédéral ordonne même, le 1er septembre, de bloquer la publication d'audios attribués à des responsables, dont Karina, tant l'affaire prend de l'ampleur.²⁹

Des audio compromettants lieraient Karina Milei à des pots-de-vin autour de contrats de médicaments destinés à des personnes handicapées ; un avocat médiatique, Gregorio Dalbón, dépose plainte contre plusieurs protagonistes cités dans les enregistrements.³⁰ Au total, on accuse Karina d'avoir gagné 500 000 dollars par mois, pour un total de plusieurs millions. Dans un pays économiquement instable, cela fait tache...

Parallèlement, une enquête sur un responsable du gouvernement pour corruption est ouverte, avec des audios au cœur du dossier et un exécutif en difficulté au Congrès, ce qui relie directement l'affaire au thème de la gouvernabilité.³¹

Enfin, le retrait de José Luis Espert (allié clé de la majorité) à la suite d'une mise en cause liée à une procédure de fraude / trafic de drogue aux États-Unis ajoute une couche de vulnérabilité politique et médiatique au camp Milei en pleine séquence de campagne.³²

L'autre ligne d'attaque, particulièrement corrosive pour un dirigeant qui s'est fait une esthétique pro-crypto, vient de la "meme-coin" mise en avant par Milei sur les réseaux en début d'année, puis effondrée peu après son lancement. Le tout fait planer un doute de délit d'initié qui empoisonne la

²⁹ <https://www.reuters.com/world/americas/argentina-federal-judge-bars-publication-audios-attributed-mileis-sister-2025-09-01/>

³⁰ <https://www.theguardian.com/world/2025/aug/27/javier-milei-sister-argentina-alleged-kickbacks>

³¹ <https://www.reuters.com/world/americas/argentine-authorities-probe-milei-official-over-bribery-accusations-media-report-2025-08-23/>

³² <https://www.reutersconnect.com/item/mileis-ally-espert-quits-political-bid-amid-scandal-linked-to-fraud-drug-trafficking-case-in-us/dGFnOnJldXRlcnMuY29tLDlwMjU6bmV3c21sX1ZBMDQ3MjA0MTAyMDI1UIAx>

vie de Milei. Dès février 2025, une juge fédérale est saisie pour enquêter sur l'épisode : **Milei a-t-il promu un token dont il aurait tiré parti ?** La question porte autant sur l'éthique que sur l'usage politique des crypto-actifs ; l'affaire fait chuter l'indice boursier local et ouvrant un cycle médiatique délétère³³.

Dans la foulée, le gouvernement soutient que le président a été dupé et nie tout lien d'affaires, mais confirme l'instruction judiciaire sur les conditions de lancement et le possible rôle de l'entourage. **L'épisode crypto commence à éroder un soutien jusque-là robuste, précisément parce qu'il contredit la promesse d'intégrité antisystème.**³⁴ L'univers des cryptomonnaie étant d'une grande opacité, l'affaire reste peu claire, mais c'est bien ce brouillard dont se nourrissent polémique et rumeurs. Cette affaire a semé le doute, puis vint l'affaire Karina...

L'ordonnance du juge fédéral interdisant la diffusion d'audios attribués à Karina n'éteint pas la curiosité publique ; elle légitime au contraire l'idée que l'affaire est suffisamment sérieuse pour justifier une mesure exceptionnelle.

Actuellement, la suspicion d'avantages indus (pots de vins, corruption, conflit d'intérêt, enrichissement personnel) contredit le cœur du message « anti-caste ». Même sans condamnation, la présomption détériore la confiance.³⁵ Si Milei et ses proches s'enrichissent comme les précédents alors qu'ils devaient casser ce cycle malsain, l'intérêt de voter pour eux une nouvelle fois est mince.

L'impression d'un premier cercle trop puissant ou mal contrôlé (Karina, alliés) entame l'image de maîtrise présidentielle, surtout lorsque le Parlement réduit les pouvoirs de décret. Le message envoyé est simple : la machine n'est plus entièrement sous contrôle et pourrait dérailler.

³³ <https://www.reuters.com/world/americas/argentina-main-stock-index-falls-after-milei-crypto-scandal-2025-02-17/>

³⁴ <https://www.reuters.com/world/americas/argentina-meme-coin-scandal-dents-mileis-hunt-election-allies-2025-02-27/>

³⁵ <https://www.theguardian.com/world/2025/aug/27/javier-milei-sister-argentina-alleged-kickbacks>

Effets sur l'opinion : de l'affaire aux sondages.

L'érosion devient structurelle ; Milei et LLA connaissent un plus bas d'approbation à l'orée d'octobre, et la presse internationale parle d'un test grandeur nature pour la popularité de Milei avec le scrutin du 26 octobre.³⁶

Pour un président élu contre la caste, la simple possibilité d'un système de faveurs (Karina) ou d'avantages liés à la promotion d'un token suffit à réduire l'adhésion des indécis et à démobiliser des électeurs « anti-système ». ³⁷

La judiciarisation (ordonnances, juges saisis) prolonge le cycle médiatique, entretient le cycle négatif dans les enquêtes, et déplace les thèmes testés (de « changement » vers « intégrité/éthique »), où l'avantage comparatif du président est moins clair.

En bref, l'érosion de l'image (Karina, crypto) combinée à des revers institutionnels produit un affaiblissement durable des indicateurs d'opinion. Et si le récit anti-caste et Afuera a fait gagner 2023, ce sont aujourd'hui les standards anti-caste eux-mêmes (intégrité, contrôle, cohérence) qui structurent la perception des électeurs interrogés par les instituts. À l'orée des élections de mi-mandat, Javier Milei ne se bat plus seulement contre ses adversaires, mais contre une dissonance entre promesse et pratique que les enquêtes capturent désormais semaine après semaine, mais dont on ne parle pas en Occident.

³⁶ <https://www.reuters.com/world/americas/razor-thin-race-will-test-mileis-popularity-argentina-2025-08-13/>

³⁷ <https://www.theguardian.com/world/2025/aug/27/javier-milei-sister-argentina-alleged-kickbacks>

RETOUR EN FORCE DE L'OPPOSITION PERONISTE VIA LE KIRCHNERISME, MALGRE LE PASSIF

De "mort politique" (2023) à la refondation organisationnelle (2025).

Annoncée moribonde après la défaite présidentielle de 2023, la galaxie kirchnériste/péroniste a opéré, en 2025, une recomposition rapide : l'ancienne coalition Unión por la Patria (anciennement Frente de Todos) s'est rebaptisée et reconfigurée en Fuerza Patria (FP), redevenant l'axe principal de l'opposition au Congrès et sur le terrain militant. La séquence symbolique est double : (i) **l'étiquette change pour désynchroniser la marque du cycle Alberto Fernández** (ancien président) et Sergio Massa (ancien ministre de l'Économie et candidat malheureux en 2023) ; (ii) **le cadre s'élargit afin d'agréger gouverneurs, mouvements sociaux et franges syndicales sous un drapeau commun**. Cette transition de UP vers FP, est désormais en tête des récentes enquêtes d'opinion, alors qu'on pensait le kirchnerisme mort en 2023.

Un centre de gravité retrouvé : Kicillof (gouverneur de Buenos Aires), Massa, Máximo Kirchner (député, fils de Nestor Kirchner, ancien président, et de Cristina Fernandez de Kirchner, ancienne présidente et vice-présidente sous Fernandez jusqu'en 2023), et influence et approbation de Cristina Fernandez de Kirchner. Dans la province de Buenos Aires, cœur démographique et financier de la politique argentine, le péronisme a serré les rangs : Axel Kicillof, Sergio Massa et Máximo Kirchner ont verrouillé une alliance express pour l'échéance du 7 septembre (prélude aux législatives nationales), donnant à Fuerza Patria une base territoriale et une machine électorale robustes. **Cette « régionalisation » du leadership sert d'amorce nationale** : si Cristina Fernandez demeure handicapée par ses déboires judiciaires, sa capacité d'"onction" (choisir le tempo, arbitrer des listes, adouber des têtes)

reste déterminante, de par son expérience et son passé d'idole du Péronisme (sorte d'Isabel Peron des temps modernes).³⁸

Le vote-test de Buenos Aires : preuve de vie (politique) et d'efficacité (organisationnelle).

Le scrutin provincial du 7 septembre 2025 a offert au péronisme un banc d'essai victorieux : **Fuerza Patria y a pris la tête avec 47 % des voix, soit +13 points sur la coalition présidentielle LLA**. Au-delà du score, l'image qui s'impose est celle d'un mouvement capable de gagner sans l'attrait d'un exécutif national, et de fédérer un électorat populaire et périurbain qui s'était abstenu ou dispersé en 2023. Cette victoire, abondamment relayée, a réinstallé FP comme pôle de compétitivité face à Milei.³⁹ Cette défaite électorale pour Milei montre un désaveu croissant de la population urbaine, mais est-ce suffisant pour faire plier le président argentin ?

CFK : l'ombre portée d'une cheffe affaiblie juridiquement mais centrale politiquement.

L'arrêt de la Cour suprême, le 10 juin 2025, confirmant la condamnation à six ans et l'inéligibilité de Cristina Fernandez de Kirchner, aurait pu fossiliser le kirchnérisme dans la défensive et surtout signifier sa mort. Paradoxalement, il a réarmé sa base : street politics, dénonciation du gouvernement et des lois libérales prises par Milei, et récit de persécution ; un registre que le camp Kirchneriste maîtrise depuis quinze ans. En pratique, la décision empêche Cristina de se présenter, mais n'éteint pas son influence sur les listes, les slogans, les coalitions provinciales, bref, sur l'offre FP. Cette dissociation (affaiblissement judiciaire/puissance d'agenda) est l'un des ressorts du retour de CFK et du Kirchnerisme.⁴⁰ L'exemple Trump montre que les affaires ne freinent en aucun cas un retour en politique, mais peuvent permettre la victimisation, CFK en est un nouvel exemple.

³⁸ <https://www.batimes.com.ar/news/argentina/peronism-closes-ranks-in-buenos-aires-province-launches-fuerza-patria.phtml>

³⁹ <https://buenosairesherald.com/politics/buenos-aires-province-2025-elections-peronism-celebrates-resounding-victory-over-lla>

⁴⁰ <https://apnews.com/article/argentina-de-kirchner-supreme-court-sentence-ef593f1f06cdc98ca084dad45d9e54e4>

Le triptyque de l'offre 2025 des Péronistes est simple : mémoire sociale, méfiance libérale, récit d'abri. Pour expliquer le succès des péronistes on peut s'intéresser à différents points :

- La mémoire distributive : l'évocation d'années où l'État protégeait davantage (subventions, tarifs régulés, politiques de prix), registre nourri par la fatigue du public face aux ajustements et au style confrontatif de Milei. Ce narratif de la protection parle à l'électorat populaire et aux classes moyennes inférieures, clefs en province de Buenos Aires (important pour les élections de mi-mandat au vu du nombre de députés en jeu). ⁴¹
- La méfiance "anti-choc" : l'argument selon lequel les expériences libérales mènent au conflit social et au chaos, leitmotiv du kirchnérisme depuis 2008, redevient audible dès que l'exécutif subit des revers parlementaires et des affaires (corruption, crypto) et des débacles (économie en berne...). Le vote, le 8 octobre, d'un texte restreignant les DNU consacre politiquement ce cadrage : Milei doit composer avec une opposition qui ne se tait plus (car elle sait que les actions de Milei ne sont plus aussi populaires).
- La dialectique anti-caste retournée : l'outillage rhétorique de Milei se retourne contre lui avec les scandales autour du premier cercle (ordonnance d'un juge fédéral sur des audios attribués à Karina Milei), doutes sur un possible conflit d'intérêt via les cryptos et remous médiatiques, permettant à FP de requalifier le gouvernement en "nouvelle caste" nocive.

"Les hommes d'antan" et "les vieilles recettes" : contrainte ou choix ?

⁴¹ <https://buenosairesherald.com/politics/buenos-aires-province-2025-elections-peronism-celebrates-resounding-victory-over-lla>

Juan Graboïs : la tentation d'un pôle "éthique-mouvementiste" au sein de FP.

Figure charnière entre mouvements sociaux (MTE), catholicisme social et péronisme, Juan Graboïs incarne une critique interne et une révolution dans la continuité. Il est une des raisons qui a permis aux péronistes de se relever et de se prendre à rêver de retour au pouvoir, en profitant d'une grande détresse sociale en Argentine. Il élargit le spectre FP vers un populisme moral (anti-corruption, biens communs, dignité des pauvres) plus audible au centre-gauche urbain (voire plus à gauche que précédemment) Cette nouvelle énergie mobilise la base sans diluer l'hégémonie de CFK sur l'imaginaire péroniste.⁴²

El País

Sergio Massa : de l'"homme d'État battu" au négociateur utile.

Massa n'a pas été capable de battre Milei au second tour 2023, ce dont le péronisme a longtemps payé le prix réputationnel et semblait signer son arrêt de mort. Mais l'ex-ministre de l'Économie conserve trois atouts politiques : (i) des ponts avec les gouverneurs et les maires ; (ii) une capacité de négociation parlementaire, utile si le Congrès se fragmente encore après les élections de mi-mandat ; (iii) un profil plus pragmatique-centriste qui rassure des segments urbains modérés, surtout à mesure que Fuerza Patria tente d'élargir au-delà du noyau kirchnériste (parfait complément à Graboïs et Kicillof). Dans les équilibres FP, Massa joue la fonction "charnière" entre stratège (CFK), territoires (Kicillof) et mouvements (Graboïs).

C'est dans les vieux pots qu'on fait les meilleures soupes

Le retour des cadres d'hier (CFK, Máximo de Kirchner, intendants historiques) et des politiques symboles (contrôle, protection, antagonisme médias/justice) peut sembler un retour en arrière. Mais il répond aussi à une demande d'ordre (politique et social) dans une conjoncture de fatigue et de

⁴² Rivas Molina, F. (2025, 25 juillet). *Juan Graboïs, excandidat présidentiel du péronisme* : « Ces photos d'unité forcée, c'est comme réparer un vase cassé ». *El País*.

mal-être social. La presse locale a d'ailleurs souligné que le succès de FP en province et à Buenos Aires s'explique autant par la machine (réseaux importants, syndicats, démarchage) que par une nostalgie d'État protecteur.⁴³

Rappelons-le : CFK est juridiquement entravée (condamnation confirmée, inéligibilité). Pourtant, la mobilisation de rue et l'emprise symbolique demeurent. Dans l'histoire argentine récente, le péronisme (et maintenant le kirchnérisme) a souvent transformé ses échecs judiciaires en ressource militante. 2025 ne fait pas exception : la centralité politique de CFK n'a pas disparu avec la sanction ; elle s'est déplacée et a grandi.⁴⁴

Canaux de remontée péroniste.

- A mesure que le gouvernement Milei accumule revers institutionnels (loi anti-DNU) et affaires (audios Karina, cryptos), l'opinion relative se rééquilibre : FP profite d'un vote sanction.
- Les victoires en province de Buenos Aires le 7 septembre créent un effet d'entraînement et un sentiment de momentum, nourri par une forte capillarité militante.
- Le récit FP re-légitime un péronisme protecteur face à un exécutif présenté comme conflictuel ou insensible. L'opposition fragmentée qui re-trouve un centre de gravité grâce aux faux pas du gouvernement.)

L'opposition que l'on disait à terre en 2023 a retrouvé un véhicule, Fuerza Patria, une base territoriale (comme à Buenos Aires) des récits mobilisateurs (protection, anti-choc, opposition au libéralisme) et des visages connus et

⁴³ Jaureguy, M. (2025, 7 septembre). *Buenos Aires Province 2025 elections : Peronism celebrates resounding victory over LLA*. *Buenos Aires Herald*.

⁴⁴ <https://apnews.com/article/argentina-de-kirchner-supreme-court-sentence-ef593f1f06cdc98ca084dad45d9e54e4>

reconnus, avec CFK en autorité symbolique, Massa en négociateur, Grabois en aiguillon éthique-populaire. Les affaires du camp présidentiel et les rebonds institutionnels (anti-DNU) ont ouvert une fenêtre. Reste la question clé : cette résurgence est-elle un sursaut conjoncturel de sanctions ou l'amorce d'une offre alternative solide ? Les sondages de début octobre, et surtout les performances territoriales déjà enregistrées, suggèrent que le péronisme n'est pas seulement revenu, il réapprend à gagner.

DES MIDTERMS IMPORTANTS

Rappel historique, et pourquoi c'est important en Argentine

La Constitution et la loi électorale argentines organisent un renouvellement partiel et fréquent du Congrès : la Chambre des députés (257 sièges) est renouvelée par moitié tous les deux ans (mandats de quatre ans), tandis que le Sénat (72 sièges) est renouvelé par tiers tous les deux ans (mandats de six ans). Chaque province élit trois sénateurs (deux pour la première force, un pour la seconde), ce qui donne aux élections intermédiaires un poids fédéral marqué. Ce calendrier crée une épreuve politique biennale pour tout exécutif : les élections de mi-mandat peuvent accroître ou réduire la capacité du président à gouverner (agenda, commissions, budget, procédures), sans remettre en jeu son mandat présidentiel.

Ce qui est en jeu : **majorité opérationnelle, contrôle des commissions, pouvoir de blocage.**

Au-delà du simple nombre de sièges, les mi-mandat redistribuent :

- La majorité opérationnelle à la Chambre (plafond et seuils de vote, y compris les 2/3 pour passer outre certains vetos) ;
- La présidence et la composition des commissions, où se joue l'issue concrète des textes (budget, fiscalité, travail, justice) ;
- Le pouvoir d'initiative et de blocage vis-à-vis des décrets d'urgence (DNU) et des délégations législatives (instruments régulièrement contestés et dont l'usage est politiquement plus coûteux si l'exécutif sort affaibli). Historiquement, quand le parti présidentiel perd les élections de mi-mandat, la dynamique ressemble souvent à une

cohabitation “à l’argentine” : gouverneurs plus influents, coalitions ad hoc, et un exécutif forcé de modérer, séquencer ou troquer ses réformes. Dans le cas de Milei, qui n’a jamais eu de majorité et qui est en quasi-cohabitation depuis 2 ans, l’équation est proche mais sans réel précédent historique.

Leçons historiques (1983-2019) : quand la majorité se perd

1987 (président Alfonsín/UCR) : la défaite de l’UCR aux législatives et dans des provinces clés marque la reprise de l’initiative par le péronisme et paralyse la fin de mandat d’Alfonsín, sur fond de tensions économiques et sociales. C’est un tournant de la jeune démocratie post-1983 : le président perd la main sur l’agenda et prépare une alternance rapprochée. Ce scénario pourrait s’appliquer à Milei...

2001 (président De la Rúa/Alianza) : les législatives d’octobre sont un désastre pour le gouvernement (vote sanction, montée du vote blanc/nul), prélude à la crise de décembre 2001 (manifestations, état de siège, chute du président). Les élections de mi-mandat, ici, déclenchent l’ultime phase d’ingouvernabilité.

2005 (président Néstor Kirchner/FPV) : à l’inverse, les élections de mi-mandat servent à consolider un exécutif. Large victoire du camp Kirchner ; Cristina Fernández bat Hilda Duhalde au Sénat (Buenos Aires), scellant la reconfiguration du péronisme et donnant à la Casa Rosada (domicile du président) un levier législatif pour la seconde moitié du mandat.

2009 (présidente Cristina Fernández/FPV) : le gouvernement subit une défaite ; il perd la majorité à la Chambre, ce qui freine l’agenda et impose des compromis. Les mi-mandat deviennent une sanction contre style et politiques, avec effets immédiats sur le cabinet et la stratégie.

2013 (présidente CFK/FPV) : Sergio Massa (Frente Renovador) gagne la province de Buenos Aires aux mi-mandat, se posant en faiseur de roi pour

2015 ; l'exemple typique d'un leadership alternatif national adoubé par une victoire intermédiaire. Cette défaite marque le début de la fin pour Cristina Fernández, et sonne comme la fin d'un cycle engagé par Nestor Kirchner en 2003. En 2015, Mauricio Macri (centre-droit) remporte les élections...

2017 (président Mauricio Macri/Cambiemos) : ici, les élections de mi-mandat renforcent l'exécutif (victoires marquantes qui affaiblissent l'opposition) affaiblissent le retour de CFK et valident l'agenda de réformes. Mais ces élections ont favorisé la montée de Javier Milei et le besoin d'un nouveau souffle dans l'opposition.

Des figures nationales surgissent bien souvent via des victoires provinciales (Massa en 2013 et qui sera élu en 2015; CFK en 2005, qui sera élue en 2007) et recomposent les coalitions en vue de la présidentielle suivante. Ainsi les élections d'octobre 2025 seront à suivre...

Trois régularités se dégagent depuis 1983 :

- Perte de majorité = passage au transactionnel : l'exécutif fractionne ses réformes, priorise l'urgent, multiplie les accords "à la carte". C'est vrai pour CFK (après 2009) comme pour d'autres séquences d'érosion intermédiaire.
- Montée des acteurs subnationaux : les gouverneurs et baronnies locales conditionnent l'agenda (budgets, nominations, fiscalité partagée). La Chambre basse devient l'arène centrale ; le Sénat verrouille ou échange.
- Pré-alignement de la présidentielle suivante : la défaite de mi-parcours annonce souvent le cadre de l'alternance ou de la reconduction (2001 → 2003 ; 2013 → 2015 ; 2017 → tentative de continuité). Les mi-mandat sont ainsi prophétiques : elles qualifient des outsiders, éliminent des candidatures et signalent aux marchés/institutions le degré de liberté du gouvernement pour 18-24 mois.

En Argentine, les élections de mi-mandat ne sont ni des élections de second ordre ni un simple thermomètre. Par construction, elles réécrivent la carte du pouvoir tous les deux ans : elles déterminent si un président gouvernera avec une majorité exploitable ou devra négocier au coup par coup ; elles fabriquent des leaders pour la présidentielle suivante ; elles arbitrent la relation avec les gouverneurs et bornent l'usage d'outils unilatéraux (DNU). Historiquement, lorsque le parti au pouvoir perd, l'Argentine entre dans une phase de gouvernabilité conditionnelle et le pays esquisse déjà le scénario de l'élection générale qui suit.

Les sondages indiquent que Milei est en retard

Il faut toutefois noter que les sondages argentins ont échoué à prévoir les dernières élections.

Les forces en présence

La Libertad Avanza (LLA) et ses alliés.

Le parti présidentiel se présente comme la force de rupture, mais sa stratégie organisationnelle a oscillé entre l'alliance et la pureté partisane. D'un côté, des accords tactiques avec des secteurs du PRO apparaissent dans certains districts, cherchant à élargir l'offre à droite du centre. De l'autre, Karina Milei, cheffe d'orchestre de la campagne, a poussé la ligne purement violette (couleur du parti) en investissant des profils internes, parfois très neufs, au risque d'une hétérogénéité de compétences et d'une exposition accrue aux controverses. Cette tension, ouvrir vs. rester pur, structure l'identité de LLA en 2025.⁴⁵

Le pôle péroniste refondu : de Unión por la Patria à Fuerza Patria (FP).

⁴⁵ Jaureguy, M. (2025, 23 août). *LLA with sizable lead as 2025 election campaign kickoff nears. Buenos Aires Herald.*

Donnée pour exsangue en 2023, l'opposition péroniste a refondu et renommé sa coalition en Fuerza Patria en 2025, gardant sa colonne vertébrale (CFK, Massa, gouverneurs, mouvements et base militante) tout en capitalisant sur une base territoriale dense, notamment dans la province de Buenos Aires. Ce repositionnement nominal et organisationnel est attesté par les profils de coalition et la presse politique.

Les "classiques" non péronistes : PRO, UCR et provinciaux.

L'ancien pôle Juntos demeure fragmenté : PRO (proposition républicaine, centre-droit) sert tantôt de partenaire, tantôt de concurrent à LLA ; l'UCR (Union Civique Radicale, centre-gauche) conserve un appareil territorial et des références modérées utiles pour négocier au Congrès. Les partis provinciaux (gouverneurs, listes locales) gardent un rôle d'appoint souvent décisif dans l'arithmétique parlementaire. Ces partis devraient être des faiseurs de roi, surtout PRO (en force d'appoint en cas de bonne performance de LLA ou comme bloqueur en chef en retournant.).⁴⁶

Sondages, tendances et modes d'interprétation

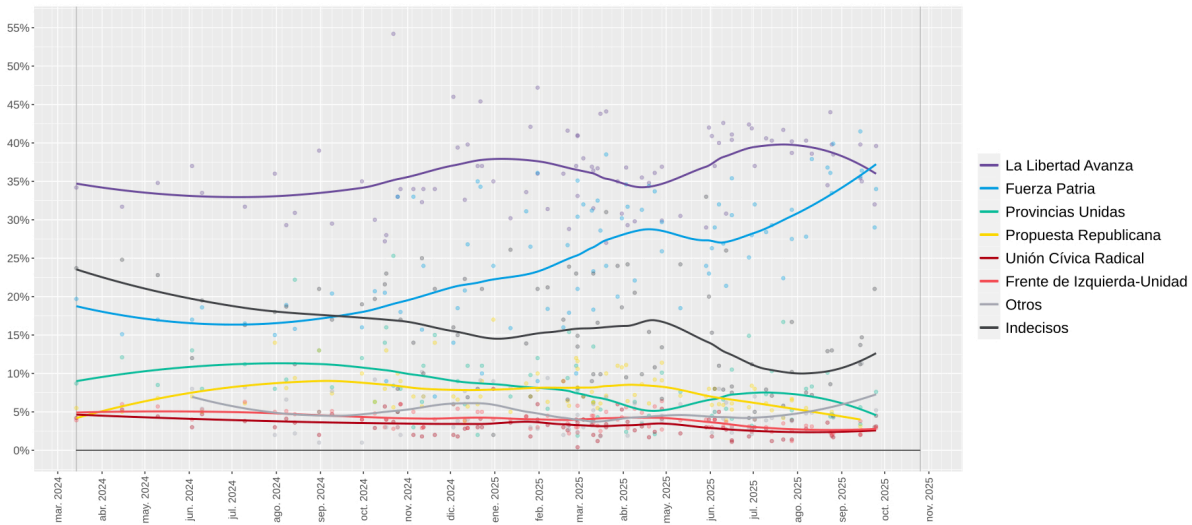
À l'orée d'octobre, les agrégateurs d'opinion placent Javier Milei au plus bas de son cycle d'approbation depuis son investiture, un peu plus de 35% contre plus de 55% jusqu'en début d'année (taux le plus élevé dans les grandes nations démocratiques). Cela ne suffit pas, en soi, à prédire un effondrement législatif, mais cela indique une asymétrie : l'opposition dispose d'un plancher plus robuste dans ses bastions, tandis que LLA devrait souffrir des mauvais résultats économiques et des différentes affaires qui ont ébranlé le pouvoir.⁴⁷

Les élections tests en province de Buenos Aires (7 septembre) ont confirmé cette asymétrie : Fuerza Patria y a largement devancé LLA, reconstituant une

⁴⁶ Miller, L. (2025, 16 octobre). *Trump : « notre soutien à l'Argentine dépendra des élections intermédiaires de Milei »*. Reuters.

⁴⁷ Directorio Legislativo. *Milei faces midterm elections at the lowest point of his approval*. Directorio Legislativo. (7 octobre 2025).

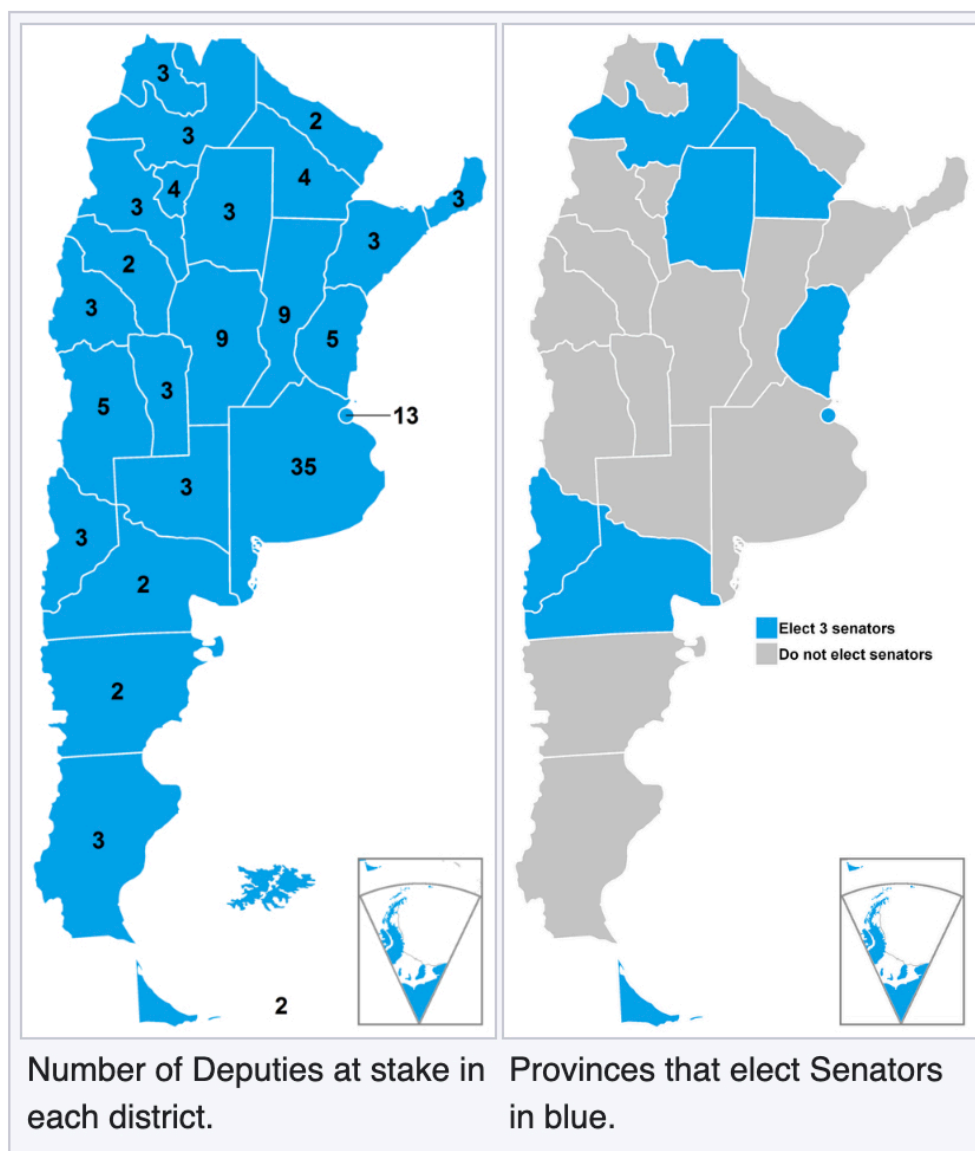
coalition populaire-suburbaine efficace ; **ce revers peut être interprété comme un thermomètre des mi-mandat.** Néanmoins, les intentions de vote nationales pour des élections législatives provincialisées sont, par construction, imparfaites : on additionne des courses locales très hétérogènes (magnitudes différentes, têtes de liste, notoriété). Mais elles offrent une bonne tendance, et montrent une baisse de LLA (baisse prédite et vérifiée lors des élections de Buenos Aires en septembre.



[ocultar] Fecha	Encuestadora	Muestra	 La Libertad Avanza	 Fuerza Patria	 Provincias Unidas	 pro	 UCR	 FRENTE DE IZQUIERDA-UNIDAD	Otros	Indecisos	Ventaja
11 - 15 de octubre de 2025	CB Consultora ¹	1668	37,1	32,2	6,4	—	—	4,0	11,1	2,8	4,9
7 a 13 de octubre de 2025	Zentrix ²	1590	36,5	43,5	5,7	—	—	3,3	4,6	6,4	7,0
11 a 12 de octubre de 2025	Rubikon Intel ³	1235	34,6	32,2	4,7	—	—	4,4	12,5	10,6	2,4
15-25 de septiembre de 2025	Management & Fit ⁴	2600	39,6	34,0	7,6	—	3,1	2,9	5,2	4,5	5,6
10-24 de septiembre de 2025	UDES ⁵	1003	31	26	3	—		3	—	21	5
16-22 de septiembre de 2025	La Sastería/Trespuntozero ⁶	1150	40	46,2	6			2	1,8	4	6,2
8-17 de septiembre de 2025	Trends ⁷	2500	42	38	4			2	4	7	4
10-14 de septiembre de 2025	Zentrix Consultora ⁸	1122	35,4	41,5	5,6			3,8	—	13,7	6,1
10-15 de septiembre de 2025	RDT Consultora ⁹	1090	35	36,4	—			2,6	11,3	14,7	1,4
10-14 de septiembre de 2025	AtlasIntel ¹⁰	5315	39,8	35,6	3,4	3,1	2,0	2,1	—	11,2	4,2
22-26 de agosto de 2025	Trespuntozero ¹¹	1200	38,5	39,9	4,3	—	1,7	2,2	4,3	4,5	1,4

Comme nous le voyons, les sondages au niveau national sont serrées, mais il faut retenir que ce n'était pas le cas il y a quelques mois, avec la LLA largement en tête (ce qui est un signe). Il faut retenir la spécificité du scrutin argentin, avec une grande importance de l'état de Buenos Aires et de la ville de Buenos Aires (où les kirchneristes sont en tête). Nous devons donc attendre les résultats pour statuer, mais LLA semble en danger.

Au niveau national, **on donne approximativement 35% à LLA, entre 32 et 34% pour FP. A noter que ces sondages peuvent sous-estimer LLA en raison de l'abstention différenciée** eu égard à une campagne « anti-Milei » qui ne prendrait pas auprès des électeurs de gauche, ne le considérant pas autant catastrophique que prévu.



Pour Poliarquía, à la question binaire “candidats soutenus par Milei vs. opposition” : 39% Milei-soutenus / 49% opposition / 12% NSPP (sept.). Cette série montre le basculement depuis le printemps (Milei 45–47% vers 39%) au profit de l’« opposition ».⁴⁸

Senat :

Poliarquía publie une projection « Aujourd’hui vs. Après 2025 » :

- Aujourd’hui : Péronisme 34, LLA 6, Provinciaux 15, PRO & alliés 9, « Nationaux/Modérés » 8.
- Projection : Péronisme 31, LLA 16, Provinciaux 14, PRO & alliés 7, « Nationaux/Modérés » 4 (quorum 37).⁴⁹

La même source donne des cartes de scénarios (pessimiste/base/optimiste) pour les 8 provinces en renouvellement :

- Pessimiste : LLA en tête dans 3 provinces ; FP/PJ 13 ; Provinciaux 8 (total 24 provinces).
- Base : LLA 6 ; FP/PJ 12 ; Provinciaux 6.
- Optimiste : LLA 10 ; FP/PJ 10 ; Provinciaux 4. (Chaque avance provinciale pèse 2 sièges au Sénat.)

Chambre

Hypothèse “LLA ≈36% / FP ≈32% (scénario de base Poliarquía)”

- LLA +20 à +35 sièges nets vs. aujourd’hui (soit ≈57–72 députés au total pour LLA après renouvellement), FP +/-0 à +10 selon Buenos Aires et NOA/NEA ; blocs PRO/UCR/provinciaux déterminants en commissions.

Hypothèse “LLA ≈39% / FP ≈31% (optimiste)”

⁴⁸ chrome-extension://efaidnbmnnnibpcajpcgclefindmkaj/https://poliarquia.com/wp-content/uploads/2025/10/Argentina-Political-and-Electoral-Situation.pdf

⁴⁹ chrome-extension://efaidnbmnnnibpcajpcgclefindmkaj/https://poliarquia.com/wp-content/uploads/2025/10/Argentina-Political-and-Electoral-Situation.pdf

- LLA +35 à +50 (soit $\approx 72-87$ députés), FP contenue ; PRO/UCR reculent en parts relatives mais conservent leviers dans provinces à faible magnitude. Pas de majorité absolue, mais majorité qualifiée.

Hypothèse “LLA $\approx 32\%$ / FP $\approx 34\%$ (pessimiste)”

- LLA +10 à +20 (soit $\approx 47-57$ députés), FP +10 à +20 ; Chambre sans majorité et gouvernabilité au cas par cas (PRO/UCR/provinciaux arbitres).

Ces fourchettes sont à prendre des pincettes comme il n'existe que peu de certitudes au niveau national, et que se sont les résultats au niveau local qui vont dicter le résultat final. Malgré cette volatilité, nous voyons que LLA reste hors majorité absolue sur la chambre basse (257 sièges dans tous les cas)

Les signaux ex ante sont mélangés : fin août, certaines sources locales voyaient un ticket LLA-PRO partir avec un avantage à l'ouverture de campagne ; début septembre, la défaite en province de Buenos Aires et les controverses (audios, crypto, listes) ont resserré les courses et brouillé l'agenda présidentiel.

En Argentine, le réservoir d'indécis peut rester élevé en élection de mi-mandat, et les taux de blanc/nul sont sensibles au climat ; sans PASO, ces poches se cristallisent tard. Conséquence : variabilité de fin de campagne, surtout lorsque l'actualité (judiciaire/politique) est saillante.

MAIS LE SCENARIO SERA LE SUIVANT : LLA « FLAMBE » ET OBTIENT UNE MAJORITE EXPLOITABLE

À la Chambre basse, **si LLA (seul ou avec un allié discipliné) dépasse le seuil de majorité simple, il commande l'ordre du jour, contrôle Budget/Justice/Législation générale et sécurise un pipeline législatif.** Au Sénat, même sans majorité absolue, il devient possible de bâtir des majorités stables autour de quelques gouverneurs. Cela serait un grand changement pour Milei et conférerait un second souffle à sa présidence fatiguée (même si c'est le scénario le moins probable).

Les DNU, marque de fabrique de Milei, deviennent optionnels (plus un outil d'appoint). **L'exécutif privilégie la voie législative pour pérenniser ses choix et réduire l'exposition contentieuse.** Les précédents montrent qu'une élection de mi-mandat gagnée peut servir d'accélérateur (cf. 2017 pour Macri).⁵⁰ En conséquence, il y aura une accélération de l'agenda, discipline des blocs alliés, marges accrues en commissions. Mais la majorité appelle aussi une gestion fine des attentes et des coûts politiques : l'Argentine est un régime fédéral où les gouverneurs monétisent leur soutien au Sénat et sur les lois-cadres.

Dans ces circonstances, il y aura une clarté décisionnelle avec un cap politique qui devient lisible, des textes structurants qui peuvent être votés plus vite et sans peur d'être arrêtés ou retoqués, au risque d'un conflit plus marqué avec l'opposition et les syndicats. Le contrôle parlementaire (minorités) et le juge prennent mécaniquement plus d'importance comme contre-poids. **Javier Milei a proposé une révolution imparfaite à l'Argentine, mais celle-ci pourrait être poursuivie.** Cela s'explique en raison d'un **soutien d'une partie des électeurs urbains séduits par l'esprit réformateur du Président argentin, mais cherchant à ne pas lui laisser les mains-libres en le mettant en alliance avec la droite historique.**

⁵⁰ Tommasi, M. (2013, 5 novembre). *Making Sense of Midterm Elections in Argentina: Economic and Political Implications*. Brookings Institution.

Dans tous les cas, la Chambre est la clef, c'est là que se gagnent les commissions, les rapports, les ordres du jour, et que se joue la durabilité de toute réforme (bien plus que par DNU). Le signal d'octobre 2025 sur les DNUs renforce encore cette centralité car l'Argentine est un pays fédéral et le Congrès y est important.

Si FP gagne, on entre dans un cycle de cohabitation à l'Argentine auquel Milei avait plus ou moins échappé jusqu'à maintenant (blocage sélectif, contrôle renforcé de l'exécutif, pactes avec les gouverneurs). L'opposition fabrique ses leaders pour la présidentielle suivante, comme souvent dans l'histoire des mi-mandat (1987, 2009, 2013) et va entrer dans une période faste. **Si LLA gagne sans majorité, l'exécutif doit institutionnaliser la négociation** (conférences de blocs, accords programmatiques minimaux), calibrer l'usage des DNUs et séquencer. **C'est le scénario le plus « argentin » : gouvernabilité au cas par cas plutôt que programmatique.**

Si LLA obtient une majorité, la question n'est plus « peut-on voter ? » mais « jusqu'où et à quel rythme ? », avec, en toile de fond, la résilience du Sénat et le rôle des gouverneurs dans toute réforme de long terme (car LLA n'est pas bien ancré dans les territoires).

CONCLUSION

Milei avait promis l'onde de choc ; **il a livré une stabilisation partielle et à remis de l'ordre dans l'économie, sans le basculement de régime annoncé.** Confronté à la vraie nature de l'Argentine (fédérale, parlementaire de fait, saturée d'intérêts croisés) il s'est heurté aux réalités du pouvoir : absence de majorité, justice vigilante, gouverneurs monnayeurs, et désormais un Congrès qui bride l'usage des DNU. Résultat : la « révolution » par décret s'est fragmentée en réformes modulaires, au rythme des trocs, pendant que l'opinion s'érodait sous le poids des affaires (crypto, Karina) et que la machine péroniste retrouvait des réflexes de survie et de conquête.

Sur le plan macro, le cap budgétaire (plafond de dépenses) a rassuré, l'inflation a reflué puis reparti à la hausse, (ce qu'il craignait), mais l'architecture demeure fragile et sous perfusion (FMI, filets US), avec des réserves fragiles et une double dépendance : au cycle politique interne et au parapluie externe. Tant que la croissance réelle, l'investissement et l'emploi formel ne valident pas le récit, la stabilisation reste réversible ; et chaque heurt institutionnel renchérit le coût politique de la prochaine marche.

En somme, **Javier Milei a proposé une révolution imparfaite à l'Argentine, mais celle-ci pourrait être poursuivie**, notamment en raison d'un soutien d'une partie des électeurs urbains séduits par l'esprit réformateur du Président argentin, mais cherchant à ne pas lui laisser les mains-libres en le mettant en alliance avec la droite historique.

Par **Pierre Clairé**, Directeur Adjoint des études du Millénaire,

Crédit photo : [Javier Milei will Argentinien mit massiven Deregulierungen aus der Krise ziehen](#), de EMILIANO LASALVIA, via Heute, sous licence CC BY 4.0.



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Secrétaire général : Clément PERRIN

Vice-présidents: Gilles BÖSIGER et Olivier BODO

Directeur des études : Matthieu HOCQUE

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Florian GERARD-MERCIER

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



***Mentions légales :** L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*